

L'an dernier, le premier ministre Harper a fait ressortir ici même que la mission d'aide des Nations Unies en Afghanistan constituait la mission politique spéciale la plus importante de l'ONU.

Le gouvernement canadien continue d'appuyer le rôle de leadership des Nations Unies en Afghanistan.

C'est pourquoi le Canada est d'accord pour que l'on désigne un nouvel envoyé spécial de haut niveau pour l'Afghanistan.

Au cours de la dernière année, notre gouvernement a montré son engagement multidimensionnel envers cette mission. Nous avons augmenté l'aide au développement, accentué notre présence diplomatique et rehaussé notre engagement militaire.

Nous voyons d'un bon œil la résolution 1776 du Conseil de sécurité. Elle prolonge le mandat de la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan et exhorte les États membres à fournir des militaires, de l'équipement et des fonds. Le gouvernement canadien encourage les membres de cette assemblée à appuyer activement cette résolution et sa mise en œuvre.

Nous devons aussi relever d'autres défis : en Haïti, le gouvernement du Canada demande au Conseil de sécurité de prolonger la mission des Nations Unies pour stabiliser le pays.

Il s'agit du plus important programme de développement et de la plus imposante mission de stabilisation du Canada dans les Amériques.

En Birmanie, il est impératif de rétablir la démocratie et les droits de la personne.

Nous nous attendons à ce que les Nations Unies soient à l'avant garde de ces efforts. Même si, à l'occasion, nous n'étions pas d'accord avec les décisions et les méthodes du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. La tenue d'une session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme concernant la Birmanie est un exemple du type d'activisme et d'engagement que le Canada attend de cet organisme, lorsqu'il traite avec les pays qui perpétuent des violations des droits de la personne.

Au Soudan, des missions novatrices de maintien de la paix créent un cadre de sécurité sur lequel nous pourrions bâtir une paix durable.

La communauté internationale doit faire preuve de volonté politique pour trouver de nouvelles solutions. Ces solutions doivent porter non seulement sur la cessation immédiate des violations affreuses des droits de la personne qui ont lieu quotidiennement au Darfour, mais également sur les questions de liberté, de